

Environnements, ressources, pouvoirs

Vers une histoire socio-environnementale et plus qu'humaine du Congo

Violette Pouillard, Iva Peša

Mise en ligne : décembre 2024

DOI : <https://doi.org/10.51185/journals/rhca.2023.varia11>

Résumé

Cet article analyse les recherches sur l'histoire du Congo centrées sur la gestion de la faune, l'agriculture et l'exploitation minière, trois secteurs clés de l'économie (post)coloniale, à l'aune de perspectives socio-environnementales et met en évidence un ensemble de débats historiographiques dépassant ce seul cas. Il entend montrer comment l'intégration de l'histoire environnementale, de l'histoire sociale, et de perspectives d'histoire plus-qu'humaine renouvelle les approches, méthodes et récits. Il soutient que les catégories analytiques nécessaires à l'appréhension des inégalités socio-environnementales ne peuvent reposer uniquement sur les dichotomies traditionnelles entre régimes précoloniaux/coloniaux/nationaux, colonisateurs et colonisés, local et global, nature et populations humaines, et que les historiens et historiennes doivent affiner les catégories concernant les usages environnementaux pour appréhender ceux-ci plus finement. Il souligne de plus que les récits d'histoire socio-environnementale et plus-qu'humaine permettent de mieux appréhender la teneur, les incidences et les héritages historiques des politiques humaines, formant ainsi de précieux adjuvants pour déconstruire plutôt que reproduire des discours, paradigmes et catégories historiquement contingents mais devenus dominants depuis l'ère coloniale, y compris dans les récits académiques.

Mots-clés : agriculture ; conservation ; développement ; histoire animale ; histoire de la santé ; industrie minière ; justice environnementale ; pollution

Nature, Resources, and Power: Towards a Socio-Environmental and More-than-Human History of Congo

Abstract

This review article surveys selected literature on Congolese history centered on the themes of wildlife management, agriculture, and mining – three key sectors of the (post)colonial economy – and points towards a set of debates that have significance beyond Congo itself. It indicates how the integration of environmental history, social history, and more-than-human approaches renews historical perspectives, methodologies, and narratives. It contends that the analytical categories necessary to grasp the distribution of socio-environmental inequalities must transcend traditional dichotomies between precolonial/colonial/independence regimes, colonisers and colonised, local and global, North and South, nature versus human populations. In this respect, historians must complicate categories concerning environmental uses. Finally, it posits that socio-environmental and more-than-human narratives draw attention to the nature, impact, and historical legacies of human policies, thereby helping us to deconstruct rather than reproduce historically-contingent discourses, paradigms, and categories that have become dominant ever since the colonial era.

Keywords: agriculture; animal history; conservation; environmental justice; medical history; mining; pollution



Ce document est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution-Non-Commercial 4.0 International (CC BY-NC 4.0). <https://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/>
<https://oap.unige.ch/journals/rhca> e-ISSN: 2673-7604

La République démocratique du Congo est l'un des pays les plus riches en biodiversité au monde, avec des écosystèmes allant des prairies de savane aux forêts tropicales humides¹. Le pays possède, comme l'a décrit Théodore Trefon, « les ressources dont le monde a besoin² ». Historiquement, la gestion des ressources naturelles, parmi lesquelles les forêts, la faune, les cours d'eau, les minerais, a influencé le sort des régimes politiques et des habitants du Congo. Retraçant l'histoire de l'expansion bantoue, qui débuta il y a environ 5 000 ans, Jan Vansina a attribué aux interactions entre humains et environnements un rôle décisif dans l'histoire ancienne du Congo³. Des recherches interdisciplinaires ont montré par exemple que l'expansion bantoue s'est opérée en évitant « des habitats de forêt tropicale peu familiers, en suivant des corridors de savane qui avaient émergé dans les forêts tropicales du Congo, probablement à la suite de changements climatiques⁴ ». Une période de réchauffement, il y a environ 2 500 ans, occasionna en effet l'émergence de passages à travers la forêt tropicale, le long desquels les locuteurs de langue bantoue se sont répandus⁵. Le dynamisme des modes de gestion environnementale des chasseurs-cueilleurs et agriculteurs batwa, et de leurs interactions avec les agriculteurs bantous plus sédentaires, et la façon dont les dirigeants ont tenté de contrôler les ressources environnementales, ont été reconnus comme des éléments clés de l'histoire de l'Afrique centrale⁶. L'existence de sociétés acéphales, de chefferies, d'États centralisés s'est avérée étroitement liée à la nature des ressources régionales, à la structure des échanges commerciaux, et à la manière dont les régimes politiques ont extrait des richesses de leurs environnements⁷. Le commerce de l'ivoire par exemple a favorisé l'ascendant et la chute des régimes de Msiri et de Hamid bin Muhammed el Murjebi - Tippu Tip au XIX^e siècle. Les interactions entre humains et environnements sont donc dialectiques : alors que les facteurs environnementaux contribuent à façonner les régimes politiques, les modes de production agricole et les formes d'expression culturelle, les actions humaines modifient les environnements de façon décisive, bien que dans des formes souvent différentes de ce qui était initialement prévu⁸.

L'environnement est demeuré, tout au long des périodes coloniale et post-coloniale, un objet profondément politisé. L'État colonial reposait sur le contrôle social et le contrôle des ressources, par le biais de tentatives d'étroite gestion environnementale⁹. Alors que les régimes successifs de l'État indépendant du Congo et du Congo belge ont dégagé d'importants profits de l'extraction de l'ivoire, du caoutchouc, et d'autres ressources finies requérant une importante mobilité au moins jusque dans les années 1930, l'accent fut mis à partir du tournant du XX^e siècle sur la gestion de l'environnement, les plantations de coton, café ou huile de palme, ainsi que l'exploitation minière¹⁰. Après l'indépendance, le parti unique au pouvoir a poursuivi le développement des politiques de conservation et d'extraction des ressources naturelles (bois, cobalt, or...) élaborées sous le régime colonial. La répartition de ces richesses a provoqué des conflits tenaces entre acteurs locaux, nationaux et internationaux. Une ostensible « richesse » environnementale a ainsi paradoxalement coïncidé avec un niveau important de pauvreté et précarité, que le changement climatique contribue à

¹ Harrison Ian J., Brummett Randall et Stiassny Melanie L.J. (2018), « Congo River Basin », in C. M. Finlayson *et al.* (dir.), *The Wetland Book II : Distribution, Description, and Conservation*, Dordrecht, Springer, pp. 1199-1216.

² Trefon Theodore (2016), *Congo's Environmental Paradox : Potential and Predation in a Land of Plenty*, Londres, Zed Books.

³ Vansina Jan (1990), *Paths in the Rainforests : Toward a History of Political Tradition in Equatorial Africa*, Madison, The University of Wisconsin Press.

⁴ Grollemund Rebecca *et al.* (2015), « Bantu Expansion Shows that Habitat Alters the Route and Pace of Human Dispersals », *PNAS*, 112(43), pp. 13296-13301.

⁵ Bostoen Koen (2018), « The Bantu Expansion », *Oxford Research Encyclopedia of African History*. En ligne, consulté le 28 octobre 2024. URL : <https://doi.org/10.1093/acrefore/9780190277734.013.191>.

⁶ Klieman Kairn A. (2003), « *The Pygmies Were our Compass* ». *Bantu and Batwa in the History of West Central Africa, Early Times to c. 1900 C.E.*, Portsmouth, Heinemann, pp. 170-177 ; Vansina Jan (2004), *How Societies Are Born : Governance in West Central Africa Before 1600*, Charlottesville, University of Virginia Press ; De Luna Kathryn M. (2016), *Collecting Food, Cultivating People : Subsistence and Society in Central Africa*, Yale University Press ; Mathys Gillian (2014), « People on the Move : Frontiers, Borders, Mobility and History in the Lake Kivu Region 19th-20th Century », thèse de doctorat, Ghent University.

⁷ Vansina J., *Paths in the Rainforests...*, *op. cit.*

⁸ Bostoen K., « The Bantu Expansion », *art. cit.*

⁹ Ross Corey (2017), *Ecology and Power in the Age of Empire : Europe and the Transformation of the Tropical World*, Oxford, Oxford University Press.

¹⁰ Jewsiewicki Bogumil (1982), « Rural Society and the Belgian Colonial Economy », in D. Birmingham and P. Martin (dir.), *History of Central Africa*, 2, New York, Longman, pp. 95-125.

aggraver¹¹, ce qui indique que, malgré les tentatives séculaires de contrôler les environnements congolais et d'en extraire des richesses, ceux-ci demeurent, comme l'a si judicieusement affirmé Esther Marijnen, « rebelles¹² ».

Cet article aborde les environnements du Congo comme des espaces contestés au sein de paysages politiques et sociaux complexes et enchevêtrés. Il appréhende de manière critique une sélection de travaux sur l'histoire du Congo centrés sur la gestion de la faune, de l'agriculture et de l'exploitation minière, soit trois secteurs clés de l'économie (post)coloniale. Il se concentre sur le xx^e siècle, période de bouleversements socio-environnementaux importants, et entend montrer comment l'intégration de l'histoire environnementale et de l'histoire sociale renouvelle les perspectives historiographiques, les méthodologies et les récits historiques. Il mobilise le cadre analytique de la justice environnementale, qui permet aux historiens et historiennes de mieux comprendre les relations entre changements environnementaux et relations de pouvoir en mettant en lumière « la distribution socio-spatiale, et la reconnaissance, des avantages et charges environnementaux parmi les populations humaines¹³ ». Il intègre de plus aux récits d'histoire socio-environnementale des perspectives d'histoire plus-qu'humaine, incluant des agents et acteurs autres qu'humains, dont les animaux, aux fins de mieux appréhender la matérialité et l'impact des changements environnementaux et d'aborder de manière critique la production de connaissances sur les environnements et les catégories épistémiques (coloniales) afférentes en tant que produits de relations de pouvoir à l'influence pérenne, y compris dans les travaux académiques en sciences humaines et sociales¹⁴.

L'histoire environnementale du Congo contribue à alimenter l'histoire environnementale de l'Afrique et globale à travers plusieurs aspects – et nous reviendrons sur ces arguments en conclusion. Premièrement, plusieurs études de cas témoignent de la production historique de l'injustice environnementale et de son intensification durant la période coloniale. Deuxièmement, l'intégration de perspectives plus-qu'humaines aux récits d'histoire socio-environnementale permet d'examiner à nouveaux frais la question de l'agentivité/*agency* et de raffiner les méta-récits issus des perspectives de justice environnementale. Troisièmement, l'histoire environnementale du Congo éclaire sous de nouveaux prismes les discours sociétaux et académiques sur le « développement » et la « durabilité », en portant l'attention sur les effets des pratiques associées sur les écosystèmes, les assemblages multi-espèces et les relations de pouvoir. Enfin, l'histoire environnementale du Congo éclaire les débats sur la « colonialité », remettant ainsi en question les périodisations usuelles entre ères précoloniale/coloniale/postcoloniale et témoignant à cette fin de l'importance d'approches d'histoire régionale sur le temps long. Cet article rend compte de la richesse de l'historiographie sur l'histoire sociale et environnementale du Congo. Bien qu'il ne soit pas exhaustif, il met en évidence un ensemble de débats cohérents dont la signification porte au-delà du Congo pour concerner plus largement l'anthropocène. La conclusion repositionne ces débats au sein de discussions académiques plus larges et ouvre des voies de recherche stimulantes à la croisée de l'histoire socio-environnementale et de l'histoire plus-qu'humaine.

Politiques de gestion de la faune

En explorant l'histoire complexe et empreinte de conflictualités de l'appropriation et de la conservation de la faune depuis la fin du xix^e siècle, cette partie met en lumière la façon dont les programmes de gestion des populations fauniques ont pu, dans certains cas, renforcer l'exploitation violente de ces dernières.

Les animaux ont tenu un rôle cardinal dans l'ascendant et la chute des régimes politiques au Congo. L'essor du commerce régional de produits fauniques, en particulier l'ivoire, en Afrique centrale à partir du v^e siècle de notre ère favorisa la formation de chefferies territoriales puis de régimes centralisés. À partir du xvi^e siècle, les économies de l'ivoire et de l'esclavage prospèrent dans l'ouest de l'Afrique centrale, alimentant la

¹¹ Trefon T., *Congo's Environmental Paradox...*, *op. cit.*

¹² Marijnen Esther (2021), « Lakes as Rebellious Landscapes : From “Fishing Rebels” to “Fishy State Officials” in DR Congo » *Geoforum*, 133, pp. 208-216.

¹³ Massard-Gilbaud Geneviève et Rodger Richard (dir.) (2011), *Environmental and Social Justice in the City : Historical Perspectives*, Cambridge, The White Horse Press ; Nygren Anja (2013), « Eco-Imperialism and Environmental Justice », in S. Lockie, D. A. Sonnenfeld et D. R. Fischer (dir.), *Routledge International Handbook of Social and Environmental Change*, Londres, Routledge, pp. 58-69.

¹⁴ Voir Davis Diana K. (2015), « Historical Approaches to Political Ecology », in T. Perreault, G. Bridge et J. McCarthy (dir.), *The Routledge Handbook of Political Ecology*, Oxon/New York, Routledge, pp. 263-275.

demande globale croissante en ivoire et la traite atlantique des esclaves¹⁵. Dans le bassin du Congo, aux XVIII^e et XIX^e siècles, les réseaux d'extraction africains entremêlant esclavage et extraction de l'ivoire perturbent les structures socio-politiques et accentuent les inégalités sociales internes. Alors que les chefs et entrepreneurs Bangala, Bobangi, Boloki ou Bateke impliqués dans le commerce concentrent richesses, prestige social et pouvoir politique et militaire, le système alimente également les économies occidentales¹⁶ et ouvre la voie à des formes d'exploitation plus intensives. Durant les dernières décennies du XIX^e siècle, l'exploitation de l'ivoire atteint ainsi des proportions industrielles en Afrique centrale, stimulée par la demande globale et facilitée à l'ouest du continent par les marchands européens et à l'est par les caravanes d'ivoire et la colonisation zanzibarite. Dans la région du lac Tanganyika, Tippu Tip s'empare des stocks d'ivoire précédemment amassés par les chefs qu'il vainc, développe les réseaux de commerce de l'ivoire et des esclaves depuis Kasongo à partir des années 1870, et met en place un empire commercial basé sur l'obtention d'ivoire en tribut. Les populations et intermédiaires du Maniema, au cœur de son empire, de même que dans le bassin du Congo, opposent des résistances marquées aux pillages et occupations des marchands d'ivoire, mais endurent de violentes représailles. Les destructions massives d'éléphants occasionnées par les réseaux atlantiques et zanzibarites entraînent le recul de la frontière de l'ivoire, et cette disparition des animaux s'accompagne de l'expansion des réseaux commerciaux et des destructions associées dans les villages avoisinants. À la fin du XIX^e siècle, la conquête coloniale européenne peut s'appuyer sur les perturbations socio-environnementales occasionnées par ces réseaux. Comme l'affirme Tamara Giles-Vernick pour le bassin de la rivière Sangha (actuelle République centrafricaine), l'extraction coloniale du gibier et de l'ivoire poursuit et intensifie « les modes antérieurs d'exploitation de la faune ». Après s'être alliés aux négociants et courtiers en ivoire, les agents de l'État indépendant du Congo les doublent et les renversent au moyen d'alliances, de confiscations et de conflits armés. Malgré la rhétorique anti-esclavagiste, les agents de l'État indépendant se livrent à des pillages, razzias de nourriture, d'ivoire, de captifs et d'esclaves, et violentes attaques et tueries¹⁷.

La chasse occupe un rôle central dans les formes d'occupation coloniale associées : adjuvant permettant de nourrir les membres d'expéditions, elle sert aussi aux chasseurs et soldats à tester, revendiquer et affirmer leur domination symbolique et matérielle sur les animaux chassés, les territoires de chasse, et leurs habitants. Toutefois l'importance symbolique de la chasse coloniale ne doit pas masquer le fait que l'approvisionnement en viande de gibier dépend largement de chasseurs africains¹⁸. D'autres ressources animales, principalement l'ivoire, alimentent l'expansion de l'État indépendant du Congo. L'État développe un régime d'appropriation monopolistique de l'ivoire basé sur l'appropriation des terres dites « vacantes » (voir partie 2), sur des taxes en nature et sur le travail forcé¹⁹. L'exploitation du caoutchouc sauvage des forêts du bassin du Congo constitue l'autre pilier économique du régime. La collecte de grandes quantités de caoutchouc dans les concessions et terres domaniales, qui repose sur le travail forcé, la violence et la torture, se heurte aux fuites des habitants et à nombre de résistances et révoltes, brutalement réprimées. Robert Harms a démontré il y a plusieurs décennies que l'épuisement du caoutchouc sauvage – qui s'aggrave à mesure que les travailleurs sont incités à couper les lianes pour atteindre les impossibles quotas requis – et les résistances et rébellions

¹⁵ Klieman K. A., « *The Pygmies Were our Compass* », *op. cit.*, pp. 170-177 ; Harms Robert W. (1981), *River of Wealth, River of Sorrow : The Central Zaire Basin in the Era of the Slave and Ivory Trade*, New Haven, Yale University Press.

¹⁶ Harms R. W. *River of Wealth...*, *op. cit.*

¹⁷ Sherif Abdul (1987), *Slaves, Spices & Ivory in Zanzibar*, Oxford, James Currey, pp. 185-195 ; Harms R. W. *River of Wealth...*, *op. cit.* ; Harms Robert W. (2019), *Land of Tears. The Exploration and Exploitation of Equatorial Africa*, New York, Basic Books ; Nelson Samuel H. (1994), *Colonialism in the Congo Basin. 1880-1940*, Athens, Ohio University Center for International Studies, pp. 42-78 ; Likaka Osumaka (1994), « Rural Protest : The Mbole against Belgian Rule », *The International Journal of African Historical Studies*, 27(3), pp. 589-617 ; Exenberger Andreas et Hartmann Simon (2013), « Extractive Institutions in the Congo. Checks and Balances in the *longue durée* », in E. Frankema et F. Buelens (dir.), *Colonial Exploitation and Economic Development. The Belgian Congo and the Netherland Indies Compared*, Londres/New York, Routledge, pp. 18-40 ; Giles-Vernick Tamara (2002), *Cutting the Vines of the Past. Environmental Histories of the Central African Rain Forest*, Charlottesville, The University Press of Virginia, pp. 169-170 (traduction personnelle des auteures, comme les autres citations de langue anglaise) ; Van Schuylenbergh Patricia (2020), *Faune sauvage et colonisation. Une histoire de destruction et de protection de la nature congolaise (1885-1960)*, Bruxelles, Peter Lang, pp. 47-60 ; Macola Giacomo et Hogan Jack (2020), « Guerrilla Warfare in Katanga : The Sanga Rebellion of the 1890s and Its Suppression », in M. Lawrence (dir.), *Insurgency and Counterinsurgency in the Nineteenth Century. A Global History*, Londres, Routledge, pp. 872-894.

¹⁸ Harms, R. W. *Land of Tears...*, *op. cit.* ; Arzel Lancelot (2014), « À la guerre comme à la chasse ? Une anthropologie historique de la violence coloniale dans l'État indépendant du Congo (1885-1908) », in C. Lanneau, P.-L. Plasman et P. Van Schuylenbergh (dir.), *L'Afrique belge aux XIX^e et XX^e siècles. Nouvelles recherches et perspectives en histoire coloniale*, Bruxelles, Peter Lang, pp. 145-159 ; Gissibl Bernhard (2016), *The Nature of German Imperialism : Conservation and the Politics of Wildlife in Colonial East Africa*, New York, Berghahn Books ; Van Schuylenbergh P., *Faune sauvage... op. cit.*, pp. 40-47 et 67-76.

¹⁹ Likaka O., « Rural Protest », *art. cit.* ; Van Schuylenbergh P., *Faune sauvage... op. cit.*, pp. 60-66, 84-90.

associées jouent un rôle clé dans le déclin de la production, avant même la montée des critiques (inter)nationales sur le système du caoutchouc. Ces travaux, qui préfigurent les analyses de justice environnementale, montrent que les agents coloniaux, les compagnies caoutchoutières, leurs actionnaires, les industriels, l'État indépendant du Congo et, dans une moindre mesure, les collaborateurs africains du régime, s'accaparent les revenus à court terme du caoutchouc tandis que les collecteurs congolais, confrontés au recul de la frontière des espèces caoutchoutières, sont contraints de s'aventurer de plus en plus loin dans les forêts et d'endosser la pénibilité du travail associée. De surcroît, la destruction des villages dans les zones d'exploitation, la baisse sensible de la production vivrière et les pénuries alimentaires afférentes, l'état de stress chronique des populations, ainsi que leur émigration vers des environnements impropres sur le plan sanitaire, contribuent à un affaiblissement général et au déclin démographique, tandis que l'accaparement des terres, aux impacts pérennes, achève de perturber les structures socio-politiques²⁰. Ainsi, parce que l'économie de l'État indépendant du Congo repose sur des assemblages multi-espèces d'animaux et de plantes, les perspectives socio-environnementales contribuent à éclairer la répartition des bénéfices et risques associés aux modes d'exploitation du régime et leurs structures matérielles. À ce jour toutefois, peu de travaux d'histoire politique et sociale intègrent l'impact de la destruction des animaux et paysages du Congo.

Il en va de même s'agissant de l'impact des mesures de conservation. L'État indépendant du Congo instaure en 1901 des lois de protection de la faune afin d'assurer la pérennité de son exploitation et de répondre aux préoccupations internationales montantes dans le sillage de la Convention internationale de Londres pour la préservation des animaux sauvages en Afrique (1900). Les lois adoptées par les régimes de l'État indépendant du Congo puis du Congo belge visent aussi à assurer la sédentarisation et le contrôle social et économique des populations africaines en tentant de régir les pratiques de chasse et de pêche et de limiter ces dernières principalement à l'économie de subsistance, faisant fi des réseaux commerciaux régionaux et transcontinentaux²¹ ainsi que des modes de cohabitation et conflit entre communautés rurales et animaux sauvages²². Si la constante répétition des mesures juridiques reflète, et empêche de contrer, le développement d'une économie routinière du « braconnage²³ », ce dernier n'est pas considéré comme un problème majeur tant que l'exploitation transculturelle de la faune profite à l'État colonial par l'approvisionnement en viande des soldats et travailleurs, et par la collecte de revenus issus des permis de chasse et des taxes. Des tableaux statistiques établis par Patricia Van Schuylenbergh révèlent des niveaux annuels d'exportation de l'ivoire sous le régime du Congo belge régulièrement équivalents ou supérieurs à ceux prévalant sous le régime léopoldien²⁴. Les nombreuses continuités entre les régimes de l'État indépendant du Congo et du Congo belge comprennent donc, aussi, la commodification prédatrice de la faune du Congo malgré, et à travers même, l'édifice juridique de protection de la faune²⁵.

De récentes perspectives d'histoire « sensible aux animaux²⁶ », qui considèrent les animaux comme des individus et agents, en plus des populations et des espèces, apportent des éclairages complémentaires sur les relations étroites entre politiques de protection et d'extraction de la faune. Elles indiquent que le droit de protection de la faune permet le développement de nouveaux modes coloniaux d'utilisation – scientifiques et récréatifs – des animaux sauvages, y compris des espèces les plus protégées, comme en atteste l'exportation massive de spécimens et de trophées d'animaux protégés vers les zoos occidentaux, les expositions coloniales, les musées et institutions scientifiques. Le développement des réseaux d'extraction associés repose de même

²⁰ Harms Robert (1975), « The End of Red Rubber : A Reassessment », *The Journal of African History*, 16(1), pp. 73-88 ; Vangroenweghe Daniel (2010 [1986]), *Du sang sur les lianes. Léopold II et son Congo*, Bruxelles, Aden ; Ngbwapakwa Te Mobusa (1993), « L'exploitation du caoutchouc par l'État indépendant du Congo dans le territoire de Banzyville, district de l'Ubangui (1900-1908) », *Civilisations*, 41(93), pp. 291-306 ; Likaka O., « Rural Protest », art. cit. ; Nelson S. H., *Colonialism in the Congo Basin...*, op. cit., pp. 96-112 ; Harms, R. W. *Land of Tears...*, op. cit., pp. 361-447.

²¹ Nzabandora Ndi Mubanzi Joseph (2003), « Histoire de conserver. Évolution des relations socio-économiques et ethnoécologiques entre les parcs nationaux du Kivu et les populations avoisinantes (RD Congo) », thèse de doctorat, Université Libre de Bruxelles ; Van Schuylenbergh P., *Faune sauvage et colonisation...*, op. cit., pp. 103-109.

²² Voir par exemple : Vangroenweghe D., *Du sang sur les lianes...*, op. cit., p. 264.

²³ Van Schuylenbergh P., *Faune sauvage et colonisation...*, op. cit., pp. 112-114, 233-245 et 249-251 ; Van Schuylenbergh Patricia (2009), « Entre délinquance et résistance au Congo belge : l'interprétation coloniale du braconnage », *Afrique & Histoire*, 7(1), pp. 25-48.

²⁴ Van Schuylenbergh P., *Faune sauvage et colonisation...*, op. cit., pp. 84-90, 238 et 251-53. Sur la fourniture de viande : Van Schuylenbergh P., « Entre délinquance et résistance », art. cit., pp. 33-38.

²⁵ Pouillard Violette (2016), « Conservation et captures animales au Congo belge (1908-1960). Vers une histoire de la matérialité des politiques de gestion de la faune », *Revue historique*, 679, pp. 577-604.

²⁶ Swart Sandra (2016), « Writing Animals into African History », *Critical African Studies*, 8(2), p. 97.

largement sur des intermédiaires, informateurs et travailleurs africains, dont l'accès aux espèces protégées est par ailleurs officiellement interdit²⁷. Ainsi, des dynamiques complexes de conflit, d'engagement et de collaboration, recoupant des dynamiques sociopolitiques plus larges, compliquent la dichotomie usuelle entre gouvernants et gouvernés²⁸. Par conséquent, l'inefficacité des lois de protection semble résulter non seulement de failles disciplinaires, tel le manque de personnel, souvent souligné dans l'historiographie du Congo belge et d'autres états coloniaux d'Afrique, mais également de l'éthos utilitariste qui imprègne le cadre juridique de protection, qui porte intrinsèquement les germes de l'appropriation (illégitime) de la faune. De ce fait, les mesures de gestion et de protection de la faune modifient les modes d'exploitation des animaux plus qu'elles n'en ralentissent le rythme.

Un important pilier des politiques coloniales de protection consiste à mettre en réserve des étendues de terre sous différents statuts juridiques, des réserves de chasse et forestières aux parcs nationaux, établis pendant l'entre-deux-guerres et caractérisés par leur statut plus strict. Les historiens ont replacé le développement des parcs nationaux du Congo dans le cadre de réseaux épistémiques transnationaux et transimpériaux permettant leur conceptualisation comme des paysages pré- et anhistoriques et des « *labscapes* » cosmopolites ouvrant aux scientifiques internationaux l'étude d'un passé-présent naturalisé²⁹. L'expulsion de milliers d'habitants des parcs nationaux provoque des tensions latentes et des conflits aigus. Comme le démontre Joseph Nzabandora Ndi Mubanzi dans son étude sur le Parc national Albert/Virunga, les épistémologies coloniales sous-tendant les politiques du parc sont étrangères aux populations du Kivu. Le parc privatise des terres collectives inaliénables ainsi que des sites sacrés ancestraux qui jouent un rôle central dans la cohésion sociopolitique et la prospérité économique des populations, entraînant une perte d'indépendance économique et du statut sociopolitique fondé sur le foncier. De plus, alors que les procédures d'expropriation tirent parti de relations de pouvoir asymétriques, elles sèment les germes d'insolubles conflits juridiques³⁰.

L'historiographie insiste sur la définition officielle des parcs comme des « enclaves soustraites totalement ou partiellement à la politique et aux agendas coloniaux » à travers « une sanctuarisation de la nature dédiée à la science³¹ ». Toutefois, des perspectives d'histoire animale, parce qu'elles donnent de l'importance à des gestes mineurs comme la collecte de rongeurs, aident à déconstruire les définitions officielles de la protection de la nature en mettant en lumière l'ampleur et l'impact des usages des animaux – principalement d'ordre scientifique, récréatif et touristique – au sein même des parcs nationaux, parmi lesquels la collecte de millions d'animaux opérée par des expéditions scientifiques³². Le cas du Congo s'avère d'autant plus intéressant que ses parcs nationaux sont estampillés « réserves naturelles intégrales », soit le statut le plus strict, limitant fortement les usages touristiques et économiques des animaux par rapport à d'autres parcs nationaux en Afrique³³. En portant attention aux relations étroites entre programmes d'exploitation et de protection de la faune, l'histoire animale encourage également à reconsidérer le rôle des zones protégées dans les économies coloniales. Certes, les parcs nationaux constituent un contrepoids conservationniste au développement économique. Mais ils contribuent aussi à légitimer l'essor des activités industrielles et agricoles, majoritairement orientées vers l'exportation, hors de leurs bornes. Ainsi au Kivu le développement du Parc national Albert s'opère parallèlement à l'implantation de grandes plantations de coton, café, thé, pyréthre et quinquina hors

²⁷ Pouillard Violette (2019), *Histoire des zoos par les animaux. Impérialisme, contrôle, conservation*, Ceyzérieu, Champ Vallon, pp. 236-286. Voir aussi Jacobs Nancy (2006), « The Intimate Politics of Ornithology in Colonial Africa », *Comparative Studies in Society and History*, 48(3), pp. 564-603 ; Steinhart Edward I. (2006), *Black Poachers, White Hunters : A Social History of Hunting in Colonial Kenya*, Athens, Ohio University Press, pp. 108-109, 113-137 ; Van Schuylenbergh P., *Faune sauvage et colonisation...*, op. cit., pp. 140-166.

²⁸ Cooper Frederick (1994), « Conflict and Connection : Rethinking Colonial African History », *The American Historical Review*, 99(5), pp. 1516-1545. Voir aussi Van Schuylenbergh P., *Faune sauvage et colonisation ...*, op. cit.

²⁹ De Bont Raf (2021), *Nature's Diplomats : Science, Internationalism, and Preservation, 1920-1960*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press ; Van Schuylenbergh P., *Faune sauvage et colonisation...*, op. cit., pp. 189-223 et 258-295.

³⁰ Nzabandora Ndi Mubanzi J., « Histoire de conserver » art. cit., pp. 148-276 ; Van Schuylenbergh P., *Faune sauvage et colonisation...*, op. cit., pp. 299-325.

³¹ Van Schuylenbergh P., *Faune sauvage et colonisation...*, op. cit., pp. 227-228 et 327.

³² Pouillard Violette (2023), « L'empreinte socio-environnementale des collections naturalistes : politiques coloniales de conservation et ponctions animales, Congo, vers 1900-1960 », in S. Van Beurden, D. Gondola et A. Lacaille (dir.), *(Re)Making Collections. Origins, Trajectories & Reconnections*, Tervueren, MRAC, pp. 217-226. Voir aussi, sur la nature utilitariste de la gestion des parcs nationaux : Van Schuylenbergh Patricia (2009), « Congo Nature Factory. Wetenschappelijke netwerken en voorbeelden van Belgisch-Nederlandse uitwisselingen (1885-1940) », *Jaarboek voor Ecologische Geschiedenis*, pp. 95-96 et 101.

³³ Shanghyia Martin S. (2018), « Colonialism and the African Environment », in M. S. Shanghyia et T. Falola (dir.), *The Palgrave Handbook of African Colonial and Postcolonial History*, New York, Palgrave Macmillan, p. 60.

de ses frontières, souvent dans son voisinage immédiat³⁴. En se centrant soit sur les réserves naturelles, soit sur les programmes de développement, plutôt que sur des paysages socio-environnementaux régionaux, l'historiographie peut reproduire des formes coloniales de territorialisation et tendre à négliger la convergence entre mise en réserve et programmes de développement économique³⁵. Le fait que les autorités coloniales locales et les acteurs économiques coloniaux mus par des motivations productivistes n'apportent le plus souvent qu'un timide soutien, voire témoignent leur opposition, aux projets de mise en réserve de terres³⁶ a pu encourager de tels cloisonnements académiques.

En raison de telles compartimentations, mais aussi d'un intérêt limité pour l'histoire des acteurs non-humains enrôlés dans les programmes de protection, de nombreux travaux d'histoire et d'écologie politique sur les politiques (post)coloniales de protection de la faune au Congo, et plus largement en Afrique, tendent à présenter les intérêts des humains et des animaux (protégés) comme intrinsèquement opposés. Le méta-récit de l'éco-impérialisme, basé sur de minutieuses études de cas³⁷, postule que les protecteurs (post)coloniaux de la nature dans le Sud global « placent le bien-être de la nature au-dessus du bien-être des populations humaines » et « valorisent la protection des espèces en danger plus que le bien-être des populations locales³⁸ ». Si de tels travaux font bien heureusement lumière sur les racines coloniales de politiques environnementales coercitives, des perspectives d'histoire socio-environnementale et plus-qu'humaine permettent de complexifier les récits binaires qui différencient les parcs nationaux en tant qu'espaces sanctuarisés et les espèces protégées en tant qu'espèces préservées d'une part, et l'exploitation anthropique d'autre part.

Enfin, les nombreux bénéfices environnementaux, économiques et politiques offerts par le cadre colonial de protection de la faune contribue à expliquer pourquoi, après l'indépendance, les dirigeants politiques congolais, soutenus par des organisations internationales et des ONG, renouvellent leur soutien aux parcs nationaux et aux mesures coloniales de protection. Malgré le développement de résistances populaires ouvertes contre les parcs nationaux après la Seconde Guerre mondiale, alimentant les revendications indépendantistes, le modèle du parc national s'avère particulièrement tenace³⁹. Le régime de Mobutu Sese Seko instaure de nouveaux parcs nationaux à partir d'anciennes réserves coloniales, promeut le tourisme dans les parcs et y renforce les mesures coercitives et d'exclusion des riverains, qui comprennent désormais des politiques de tir à vue contre les braconniers. Jusqu'à ce jour, les parcs nationaux demeurent des espaces empreints de conflictualités, marqués par de violents conflits aux racines historiques profondes⁴⁰. Comme l'indiquent les politologues Judith Verweijen et Esther Marijnen, les récits médiatiques et sociétaux sur les parcs nationaux du Kivu mettent l'accent sur les violentes insurrections armées tout en criminalisant des actes relevant du braconnage de subsistance et de la résistance politique et en minimisant les formes légales de protestation, dans une région marquée par des crises économiques, l'afflux de réfugiés, des guerres, mais aussi l'accaparement des terres sur le temps long, l'augmentation de la densité de population et la pénurie de terres agricoles (voir la partie 2)⁴¹.

³⁴ Nzabandora Ndi Mubanzi J., « Histoire de conserver », *op. cit.*, p. 218 ; Likaka Osumaka (1997), *Rural Society and Cotton in Colonial Zaire*, Madison, The University of Wisconsin Press.

³⁵ Ce n'est pas le cas de l'historiographie des politiques néolibérales de conservation, dont l'attention envers la longue durée demeure toutefois limitée. Voir aussi, pour le bassin de la Sangha (République centrafricaine) : Giles-Vernick T., *Cutting the Vines of the Past...*, *op. cit.* Ce travail se concentre toutefois sur les politiques de conservation des années 1990, et n'accorde qu'une attention limitée aux mesures coloniales de conservation.

³⁶ Van Schuylenbergh P., *Faune sauvage et colonisation...*, *op. cit.*, pp. 278-279 et 297-325.

³⁷ Voir par exemple Neumann Roderick P. (2002), *Imposing Wilderness : Struggles over Livelihood and Nature Preservation in Africa*, Los Angeles, University of California Press.

³⁸ Nygren A., « Eco-imperialism », *art. cit.*

³⁹ Van Schuylenbergh P., « Entre délinquance et résistance », *art. cit.*, pp. 41-42. Voir aussi Beinart William (2000), « African History and Environmental History », *African Affairs*, 99(395), p. 282 ; Blanc Guillaume (2020), *L'Invention du colonialisme vert. Pour en finir avec le mythe de l'Éden africain*, Paris, Flammarion.

⁴⁰ Nzabandora Ndi Mubanzi J., « Histoire de conserver », *art. cit.*, pp. 344-377 ; Marijnen Esther et Verweijen Judith (2016), « Selling Green Militarization : The Discursive (Re)Production of Militarized Conservation in the Virunga National Park, Democratic Republic of the Congo », *Geoforum*, 75, pp. 274-285 ; Marijnen Esther (2018), « Public Authority and Conservation in Areas of Armed Conflict : Virunga National Park as a "State Within a State" in Eastern Congo », *Development and Change*, 49(3), pp. 790-814 ; Trogisch Lisa et Fletcher Robert (2022), « Fortress tourism : exploring dynamics of tourism, security and peace around the Virunga transboundary conservation area », *Journal of Sustainable Tourism*, 30(2-3), pp. 352-371. Voir aussi Ross C., *Ecology and Power...*, *op. cit.*, pp. 394-396 ; Gissibl Bernhard, Höhler Sabine et Kupper Patrick (2012), « Introduction. Towards a Global History of National Parks », in B. Gissibl, S. Höhler et P. Kupper (dir.), *Civilizing Nature. National Parks in Global Historical Perspective*, New York/Oxford, Berghahn, pp. 1-27.

⁴¹ Marijnen E. et Verweijen J., « Selling Green Militarization », *art. cit.*

L'histoire complexe et contestée des politiques d'exploitation et de conservation de la faune met en lumière des conflits socio-environnementaux résultant de politiques imposées d'en haut et remodelant les modes historiques de gestion des ressources en imposant contraintes et interdictions mais aussi en ouvrant la voie au développement de nouvelles formes d'exploitation. L'historiographie a en partie reproduit les logiques coloniales de spatialisation, en se concentrant soit sur les zones protégées, soit sur les programmes d'exploitation faunique, agricole ou minière. Aborder simultanément les insécables développements des parcs naturels et des programmes extractifs et agro-industriels, qui tous exacerbent le manque d'accès au foncier et aux moyens de subsistance des communautés rurales, permet d'ouvrir de nouvelles perspectives historiques sur la production des inégalités sociales et des destructions environnementales. Les parties suivantes abordent l'histoire de l'agriculture et de l'exploitation minière pour mettre en évidence la manière dont les injustices environnementales émergent conjointement de différents programmes de gestion de l'environnement.

Production agricole et accès à la terre

L'histoire de la production agricole est traversée de velléités de maîtrise environnementale. Les richesses extraites de la terre grâce à la production agricole ont constitué la base de pratiquement tous les régimes politiques au Congo depuis que des communautés de langue bantoue ont fondé des établissements agricoles plus sédentaires au cours du premier millénaire de notre ère⁴². Associée à divers degrés à la chasse, la pêche, l'élevage et la collecte de produits sauvages, l'agriculture itinérante assure la subsistance tout en influençant les pratiques et rituels culturels et les modes d'organisation politique⁴³. À la fin du XIX^e siècle, des gouvernants influents tels Tippu Tip et Msiri possèdent de vastes champs exploités par leur famille élargie et une population servile. Les plantations esclavagistes zanzibarites, établies pour approvisionner le commerce côtier de longue distance, engendrent d'importantes perturbations sociales, de sorte qu'à la veille de la colonisation les modes de production agricole existants sont déjà fondamentalement altérés en de nombreuses régions. De concert avec le commerce de l'ivoire, ces bouleversements facilitent la conquête coloniale, qui entraîne à son tour de nouvelles érosions du système foncier⁴⁴.

Nombre d'ouvrages récents d'histoire de l'agriculture coloniale au Congo abordent le sujet sous l'angle de l'histoire sociale, de l'histoire rurale, des *science studies*, des *commodity studies*, ou des études de développement. Par contraste avec des travaux académiques plus anciens⁴⁵, les environnements y apparaissent le plus souvent comme une toile de fond historique, brièvement mentionnée pour évoquer l'enchevêtrement du « travail, de la terre et de l'écologie » dans la production rurale, ou pour faire allusion à la considération – ou l'absence de considération – pour les facteurs environnementaux, tels que les types de sols, dans la planification coloniale⁴⁶. Alors que l'histoire socio-environnementale de l'agriculture au Congo attend encore largement ses historiennes et historiens, l'historiographie offre des éclairages stimulants sur les entrelacs de l'autoritarisme politique, de modèles agricoles productivistes et, bien que souvent implicitement, des perturbations environnementales associées.

Le régime de l'État indépendant du Congo s'approprie les terres dites « vacantes », qui constituent « la base de la sécurité collective et de la mobilité sociale » des communautés rurales, et les convertit en terres domaniales, massivement cédées à des sociétés concessionnaires⁴⁷. Alors qu'« il est impossible de parler de politique agricole léopoldienne », l'État colonial belge restructure plus avant le régime foncier en octroyant de larges concessions de terres aux Européens et en bannissant l'agriculture itinérante, « adaptée aux activités interdépendantes de la chasse, de la pêche et de la cueillette », afin de s'assurer la maîtrise du foncier et de la main-d'œuvre⁴⁸. Le régime impose l'agriculture sédentaire, y compris des cultures obligatoires mises en œuvre à partir de 1917 au moyen de l'impôt de capitation et en s'appuyant sur la collaboration de chefs et

⁴² Bostoen K., « The Bantu Expansion », art. cit.

⁴³ Vansina J., *Paths in the Rainforest...*, op. cit.; Nelson S. H., *Colonialism in the Congo Basin...*, op. cit.

⁴⁴ Jewsiewicki Bogumil (1983), *Modernisation ou destruction du village africain : l'économie politique de la « modernisation agricole » au Congo Belge*, Bruxelles, CEDAF.

⁴⁵ Voir par exemple Jewsiewicki Bogumil (1979), « Introduction », *African Economic History*, 7, pp. 2-8.

⁴⁶ Likaka O., *Rural Society and Cotton...*, op. cit., p. 12 ; Nelson S. H., *Colonialism in the Congo Basin...*, op. cit. ; Van Melkebeke Sven (2020), *Dissimilar Coffee Frontiers : Mobilizing Labor and Land in the Lake Kivu Region, Congo and Rwanda (1918-1960/62)*, Leiden, Brill, pp. 13 et 78.

⁴⁷ Van Acker Frank (2005), « Where Did All the Land Go ? Enclosure & Social Struggle in Kivu (D.R. Congo) », *Review of African Political Economy*, 32(103), p. 83.

⁴⁸ Jewsiewicki B., « Rural Society », art. cit. pp. 99 et 112.

intermédiaires coloniaux⁴⁹. Par les concessions autant que par les plantations coloniales, les petits exploitants africains se voient de plus en plus exclus de la production agricole indépendante, ce qui minimise la concurrence et doit assurer leur intégration aux régimes de travail coloniaux⁵⁰.

La restructuration de large portée de l'usage des terres et de l'articulation entre foncier et travail provoque des changements environnementaux marqués dont l'étude requiert de plus amples recherches. Les modes culturels coloniaux requièrent des défrichements à grande échelle, y compris l'abattage de forêts anciennes. La destruction des systèmes culturels paysans et le développement des monocultures engendrent érosion et épuisement des sols et favorisent la propagation de maladies végétales et le développement de ravageurs des cultures⁵¹.

Dès l'époque de l'État indépendant du Congo, et davantage encore après la création du ministère colonial de l'Agriculture (1910), les services coloniaux revendiquent un rôle d'« amélioration » scientifique de l'agriculture africaine, appuyée sur des réseaux épistémiques transimpériaux. Cette préoccupation s'étend progressivement à l'agriculture coloniale elle-même, dont les risques socio-environnementaux deviennent de plus en plus manifestes, spécialement à partir des années 1940⁵². Le rôle de l'expertise technique dans les politiques coloniales s'accroît encore avec la création en 1933 de l'Institut national pour l'étude agronomique du Congo belge (INEAC)⁵³. Toutefois les « améliorations » techniques associées contribuent à enraciner plus avant le système des concessions⁵⁴. L'INEAC tient de plus un rôle important dans le développement des paysannats, qui incarnent les réformes agricoles de l'ère post-Grande Dépression et sont encore étendus dans le cadre du Plan décennal afin de lutter contre l'exode rural et les risques environnementaux associés aux monocultures coloniales⁵⁵. Bien que les paysannats – dont la portée demeure limitée, englobant moins de 10% de la population rurale au milieu des années 1950 – améliorent les revenus des agriculteurs, ils reposent sur une idéologie scientiste imposée d'en haut et sur le contrôle autoritariste de la vie rurale par le biais de politiques de déplacement des populations, de l'obligation de se conformer aux schémas de planification de l'INEAC, et de mécanismes de fixation des prix. Si le programme accorde davantage d'attention aux techniques agricoles africaines, ces dernières sont intégrées au sein de la planification et des développements techniques coloniaux⁵⁶. De sorte que, si l'historiographie met l'accent sur « l'interpénétration des connaissances » dans la production scientifique coloniale en Afrique⁵⁷, l'hybridité des savoirs exerce une influence limitée au Congo en raison de la ténacité des idéologies *top-down* et des programmes agro-économiques associés.

⁴⁹ Clement Piet (2013), « The land tenure system in the Congo, 1885-1960. Actors, motivations, and consequences », in E. Frankema et F. Buelens (dir.), *Colonial Exploitation and Economic Development. The Belgian Congo and the Netherland Indies Compared*, Londres/New York, Routledge, pp. 88-108 ; Likaka O., *Rural Society and Cotton...*, *op. cit.* ; Likaka O., « Rural Protest », art. cit.

⁵⁰ Likaka O., *Rural Society and Cotton...*, *op. cit.* ; Clarence-Smith William G., « Rubber cultivation in Indonesia and the Congo from the 1910s to the 1950s. Divergent paths », in E. Frankema et F. Buelens (dir.), *Colonial Exploitation and Economic Development. The Belgian Congo and the Netherland Indies Compared*, Londres/New York, Routledge, pp. 193-210 ; Van Melkebeke S., *Dissimilar Coffee Frontiers...*, *op. cit.*, pp. 38-42 et 94-95 ; Henriët Benoît (2021), *Colonial Impotence. Virtue and Violence in a Congolese Concession (1911-1940)*, Berlin/Boston, De Gruyter.

⁵¹ Jewsiewicki B., « Introduction », art. cit., p. 4 ; Mokili Danga Kassa Jeannot (1998), *Politiques agricoles et promotion rurale au Congo-Zaïre (1885-1997)*, Paris, L'Harmattan, pp. 118 et 155-158 ; Likaka O., *Rural Society and Cotton...*, *op. cit.* ; Van Melkebeke S., *Dissimilar Coffee Frontiers...*, *op. cit.*, p. 15 ; Clement Piet (2014), « Rural Development in the Belgian Congo. The Late-colonial "Indigenous Peasantry" Programme and its Implementation in the Equateur District (1950s) », *Bulletin des Séances de l'Académie royale des Sciences d'Outre-Mer*, 60(2), pp. 251-286 ; Henriët B., *Colonial Impotence...*, *op. cit.*

⁵² Menge Wemo (2001), *Le Transfert du savoir agricole au Congo-Zaïre*, Paris, L'Harmattan ; Van Schuylenbergh P., « Congo Nature Factory », art. cit. ; Vekemans, Charlotte et Segers, Yves (2020), « Settler farming, agricultural colonisation and development in Katanga (Belgian Congo), 1910-1920 », *Historia Agraria*, 81, pp. 195-226.

⁵³ Menge W., *Le Transfert du savoir...*, *op. cit.*

⁵⁴ Likaka O., *Rural Society and Cotton...*, *op. cit.*, pp. 37-38.

⁵⁵ Clement P., « Rural Development », art. cit., p. 265 ; Vekemans, C. et Segers, Y. « Settler farming », art. cit. Voir aussi : Henriët B., *Colonial Impotence...*, *op. cit.*, ch. 6.

⁵⁶ Jewsiewicki B., « Rural society », art. cit., p. 116 ; Menge W., *Le Transfert du savoir...*, *op. cit.* ; Danga Kassa M., *Politiques agricoles...*, *op. cit.*, pp. 167-180 ; Clement P., « Land tenure », art. cit., pp. 102-103 ; Clement P., « Rural Development », art. cit., pp. 251-286.

⁵⁷ Voir pour une synthèse Beinart William, Brown Karen et Gilfoyle Daniel (2009), « Experts and Expertise in Colonial Africa Reconsidered : Science and the Interpenetration of Knowledge », *African Affairs*, 108(432), pp. 413-433. L'« interpénétration des connaissances » fait référence à la manière dont les scientifiques participent à des « flux d'information globaux et assez imprévisibles » et au fait que « les réseaux, pratiques et débats locaux peuvent également influencer leur travail » (p. 424).

La « déconstruction systématique de l'économie paysanne » durant l'ère coloniale s'accompagne d'une augmentation des risques environnementaux et, inséparablement, sanitaires⁵⁸. Les cultures obligatoires à forte intensité de main-d'œuvre, combinées à d'autres travaux obligatoires et au travail salarié, entrent en concurrence avec les cultures de subsistance, la cueillette, la chasse et la pêche, entraînant des goulets d'étranglement de la main d'œuvre et perturbant la production alimentaire, comme ce fut déjà le cas sous le régime du caoutchouc⁵⁹. Les paysans se révoltent, ouvertement ou clandestinement, contre l'imposition des programmes coloniaux et s'adaptent en recourant à des mécanismes de solidarité collective ou en maintenant des pratiques paysannes – par exemple en pratiquant des cultures intercalaires, permettant d'intégrer des cultures vivrières aux cultures de rente obligatoires. Toutefois, ils ne peuvent toujours éviter les malnutritions et pénuries alimentaires qu'entraîne l'accaparement de la main d'œuvre. Osumaka Likaka mentionne ainsi la marginalisation et l'abandon de cultures vivrières telles que le millet et l'éleusine, riches en nutriments et jouant un rôle important dans l'alimentation infantile, par les paysans Azande contraints de cultiver du coton. À plus long terme cependant, et comme l'indique l'exemple des paysannats, la résistance paysanne contraint les autorités coloniales à assouplir les aspects les plus coercitifs des modes de production agricole afin de ne pas grever la productivité économique⁶⁰.

Les développements techniques coloniaux, limités, comprennent de timides tentatives de mécanisation ainsi que l'utilisation d'engrais chimiques à partir du milieu des années 1930 et d'insecticides et de pesticides à partir des années 1950⁶¹. Sven Van Melkebeke livre un puissant exemple des effets secondaires associés en indiquant que, dans les années 1950, dans le Ruanda sous mandat belge, les femmes qui, avec les enfants, occupent un rôle clé dans le travail cultural, tant dans les petites exploitations que dans les plantations coloniales, « dans certains cas [...] amènent leurs bébés au champ pendant qu'elles traitent les caféiers avec des insecticides contenant des composants dangereux⁶² ». Ainsi, les externalités environnementales et sanitaires associées aux programmes agricoles orientés vers l'exportation reposent, de même que leurs risques économiques, principalement sur les épaules des paysannes et paysans, et s'entrecroisent avec les inégalités sociales, raciales et de genre. Des recherches plus approfondies sur les risques environnementaux et sanitaires dans les régions rurales pourraient améliorer notre compréhension des inégalités socio-environnementales associées aux programmes de « développement », et ce faisant inviter à appréhender les politiques d'« amélioration », de « rationalisation » et de conservation (des sols) comme des instruments et conditions de la poursuite des modèles productivistes – en un motif similaire à ce qui a été observé pour les programmes de protection de la faune⁶³. Bien que nombre de travaux se penchent sur les effets socio-environnementaux de l'intensification agricole⁶⁴, une telle perspective est encore largement absente de l'historiographie du Congo, toujours imprégnée d'un éthos modernisateur, développementaliste et scientiste⁶⁵.

Comme dans le cas des programmes de gestion de la faune, les asymétries dans la répartition des bénéfices et des charges liés à l'exploitation des ressources agricoles se sont accentuées après l'indépendance. Ainsi que le souligne Jean-Philippe Peemans, « l'idéologie modernisatrice étant partagée par de nombreuses catégories des élites africaines, la vision anti-paysanne s'est généralisée⁶⁶ ». Si, pendant l'époque coloniale, de nombreux paysans purent conserver l'accès à la terre, à partir de 1973, les politiques de zaïrianisation ainsi que les programmes visant à moderniser et contrôler la production et la commercialisation agricoles amènent de nouveaux accaparements du foncier en faveur d'acteurs privés accumulant les titres de propriété

⁵⁸ Peemans Jean-Philippe (2016), « La question de la place du monde paysan dans le développement rural en RDC : une perspective historique de longue période », *Cahiers africains, Conjonctures congolaises 2015*, 87, p. 120.

⁵⁹ Likaka O., *Rural Society and Cotton...*, op. cit. ; Nelson S. H., *Colonialism in the Congo Basin...*, op. cit., pp. 173-174.

⁶⁰ Jewsiewicki B., « Rural society », art. cit., pp. 118-123 ; Likaka O., *Rural Society and Cotton...*, op. cit. ; Likaka O., « Rural Protest », art. cit. ; Van Melkebeke S., *Dissimilar Coffee Frontiers...*, op. cit. ; Nelson S. H., *Colonialism in the Congo Basin...*, op. cit., p. 174. Voir aussi le projet ERC de Benoît Henriet FORAGENCY, *Foraging, Fishing and Hunting as Agency in Colonial Central Africa (c. 1885 - c. 1960)*. En ligne, consulté le 28 octobre 2024. URL : <https://ercforagency.eu/>.

⁶¹ Mokili Danga Kassa J., *Politiques agricoles...*, op. cit. ; Likaka O., *Rural Society and Cotton...*, op. cit., pp. 31 et 39-41 ; Van Melkebeke S., *Dissimilar Coffee Frontiers...*, op. cit., pp. 15-16 et 214.

⁶² Van Melkebeke S., *Dissimilar Coffee Frontiers...*, op. cit., p. 237. Sur le rôle (caché) des femmes et des enfants dans l'agriculture coloniale, voir aussi : Likaka O., *Rural Society and Cotton...*, op. cit. ; Henriet B., *Colonial Impotence...*, op. cit., ch. 4.

⁶³ Voir la discussion de Shanghyia « Colonialism and the African Environment », art. cit., pp. 61-63.

⁶⁴ Voir par exemple De Keyzer Maïka (dir.) (2023), *Tot de bodem. De toekomst van landbouw in Vlaanderen*, Leuven, Leuven University Press ; Ross C., *Ecology and Power...*, op. cit., pp. 382-391.

⁶⁵ Les travaux de Bogumil Jewsiewicki et Jean-Philippe Peemans constituent de notables exceptions.

⁶⁶ Peemans Jean-Philippe (2014), « Land Grabbing and Development History : The Congolese (RDC) Experience », in A. Ansoms et T. Hilhorst (dir.), *Losing Your Land : Dispossession in the Great Lakes*, Oxford, James Currey, p. 13.

comme capital politique et économique⁶⁷. Comme dans le cas des enclaves conservationnistes, les conflits fonciers ont souvent été reconceptualisés en termes de conflits ethniques, de militarisation et d'effondrement de l'État, bien qu'ils s'inscrivent dans un passé complexe, formé de couches historiques profondes et enchevêtrées⁶⁸. Le rôle de premier plan joué par les organisations paysannes congolaises dans les tentatives de sécurisation du foncier, le développement de projets économiques, et le lobbying gouvernemental mérite de plus amples recherches historiques⁶⁹.

Exploitation minière et changements environnementaux urbains

Le Congo est mondialement connu pour la diversité et la richesse de ses gisements miniers. En 1892, le prospecteur belge Jules Cornet qualifia la région du Katanga, au sud du Congo, de « scandale géologique⁷⁰ ». Le cuivre, le cobalt, l'or, l'uranium, les diamants, le lithium et d'autres minerais peuvent tous être extraits en grandes quantités, en particulier dans le sud et l'est du pays. L'extraction industrielle et artisanale des ressources a été étudiée sous différentes perspectives, parmi lesquelles l'organisation du travail, les fluctuations économiques, l'économie politique, le pouvoir étatique ou l'histoire sociale des communautés minières⁷¹. Toutefois les questions environnementales ont reçu peu d'attention de la part des historiens et historiennes, ce qui s'avère d'autant plus surprenant que l'exploitation minière porte des effets profonds et marquants, signalés depuis des dizaines d'années : pollution de l'air des fonderies, déversements acides dans les cours d'eau qui provoquent la mort des poissons, maladies professionnelles répandues, telles que la bronchite, l'asthme et les éruptions cutanées, végétation flétrie ou détruite à proximité des usines de traitement... Alors que les mesures de conservation peuvent protéger la faune et la flore et que les rendements agricoles peuvent être maintenus pendant des décennies moyennant des conditions d'exploitation prudentes, l'« exploitation minière durable » est un oxymore. Cette section passe en revue ce que les historiens et historiennes de l'environnement peuvent apporter à la riche littérature sur l'exploitation minière au Congo.

Dès le ^{vi}^e siècle de notre ère, des communautés exploitent les gisements de cuivre de la région du Katanga. Les lingots standardisés (*croisettes*) alimentent le commerce de longue distance et atteignent les côtes de l'océan Indien et de l'océan Atlantique à partir du ^{xiv}^e siècle⁷². Si l'exploitation du cuivre génère des richesses considérables et permet l'émergence d'entités politiques centralisées, les impacts environnementaux de ce type d'exploitation minière décentralisée demeurent relativement limités. L'émergence de l'exploitation coloniale, industrialisée et à grande échelle, du cuivre au tournant du ^{xx}^e siècle marque à cet égard une rupture. Les recherches dans les archives révèlent que les ingénieurs des mines et les fonctionnaires coloniaux ont une conscience aiguë des conséquences de l'exploitation minière industrielle et des problèmes de pollution afférents, dès le début du ^{xx}^e siècle. Ainsi, en 1936, les ingénieurs de l'Union minière du Haut-Katanga (UMHK) relèvent que la fonderie de cuivre de Lubumbashi émet chaque mois 2 500 tonnes de dioxyde de soufre. Toutefois, les plaintes des riverains concernant « les nuisances des fumées » sont rejetées comme « fortement exagérées⁷³ ». Alors que les dirigeants de l'UMHK auraient pu minimiser les nuisances des fumées en ayant recours à des méthodes chimiques ou en construisant des cheminées de dilution plus hautes, ils proposent plutôt de transférer les opérations et de « désulfurer les minéraux » dans la ville de Kipushi, plus

⁶⁷ Mokili Danga Kassa J., *Politiques agricoles...*, *op. cit.*, pp. 331-343, 352-375 et 407-421 ; Van Acker F., « Where Did All the Land Go ? », art. cit. ; Peemans J.-P., « Land Grabbing », art. cit. ; Peemans J.-P., « La question de la place du monde paysan », art. cit., pp. 121-128 ; Fairhead James (2005), « Transnational Dimensions to Environmental Resource Dynamics. Modes of Governance and Local Resource Management in Eastern DRC », in Q. Gausset, M. A. Whyte et T. Birch-Thomsen (dir.), *Beyond Territory and Scarcity : Exploring Conflicts Over Natural Resource Management*, Upsalla, Nordiska Afrikainstitutet, pp. 195-215 ; Van Leeuwen Mathijs *et al.* (2022), « From Resolving Land Disputes to Agrarian Justice – Dealing with the Structural Crisis of Plantation Agriculture in Eastern DR Congo », *Journal of Peasant Studies*, 49(2), pp. 309-334.

⁶⁸ Van Acker F., « Where Did All the Land Go ? », art. cit., pp. 94-96 ; Peemans J.-P., « Land Grabbing », art. cit., pp. 21-23.

⁶⁹ Mokili Danga Kassa J., *Politiques agricoles...*, *op. cit.*, pp. 476-480 et 511-533 ; Van Leeuwen M. *et al.*, « From Resolving Land Disputes », art. cit.

⁷⁰ Cornet Jules (1916), *Bibliographie géologique du bassin du Congo*, Liège, H. Vaillant-Carmanne.

⁷¹ Pour le Katanga, cette littérature est recensée dans Larmer Miles *et al.* (dir.) (2021), *Across the Copperbelt : Urban & Social Change in Central Africa's Borderland Communities*, Oxford, James Currey.

⁷² Nikis Nicolas et Livingstone Smith Alexandre (2017), « Copper, Trade and Politics : Exchange Networks in Southern Central Africa in the 2nd Millennium CE », *Journal of Southern African History*, 43(5), pp. 895-911.

⁷³ Archives générales du royaume (AGR), Belgique, II, UMHK, 316, Fumées des usines de Lubumbashi, Justification et examen des conséquences du transfert éventuel des opérations de grillage à Kipushi, 19 juin 1936.

petite et où « les risques de critiques sont moins élevés » qu'à Lubumbashi⁷⁴. La mise en sourdine des préoccupations environnementales se poursuit durant la période postcoloniale, soutenue par des considérations économiques de maximisation des profits et un climat politique répressif sous le régime à parti unique de Mobutu. Même une étude réalisée en 2009 par Célestin Lubaba Nkulu Banza *et al.* peut encore affirmer que « l'impact, historique et actuel, sur la santé humaine, de l'exploitation minière et du traitement des métaux non ferreux dans la Copperbelt n'est pas connu⁷⁵ ». En recourant à la biosurveillance, cette étude révèle que l'exposition aux métaux, notamment au plomb, au cadmium et à l'uranium, en particulier chez les enfants, est sensiblement élevée, et engendre des effets significatifs sur la santé. Les concentrations urinaires de cobalt sont « les plus élevées jamais rapportées pour une population générale ». Les nombreuses recherches interdisciplinaires menées depuis lors ont permis de clarifier les risques sanitaires et environnementaux encourus dans cette région fortement industrialisée⁷⁶. Une étude ultérieure a ainsi montré que la consommation de légumes et de poissons pollués, ainsi que l'ingestion de poussières et d'eau potable contaminée, s'accompagnent d'importants risques sanitaires⁷⁷. Des recherches conduites par Yannick Useni Sikuzani et François Munyemba Kankumbi, mobilisant des photographies aériennes pour cartographier la déforestation au Katanga, plus particulièrement autour de Lubumbashi, ont constaté une tendance soutenue à la déforestation au cours du temps. Les auteurs ont identifié l'agriculture, la production de charbon de bois, l'expansion urbaine et la croissance de la population, ainsi que l'exploitation minière, comme les principales causes de la diminution du couvert forestier⁷⁸. Les travaux novateurs de Sarah Katz-Lavigne et Timothy Makori se sont pour leur part concentrés sur l'exploitation minière artisanale qui se nourrit de l'exploitation minière industrielle, utilisant même parfois directement ses décharges de déchets. Ils ont montré, de manière nuancée, pourquoi les mineurs artisanaux risquent sciemment leur santé dans la perspective de profits issus de l'extraction du cuivre et du cobalt⁷⁹.

Des recherches interdisciplinaires ont également été menées sur les effets environnementaux et sanitaires de l'exploitation minière industrielle et artisanale dans l'est du Congo. Bossissi Nkuba, Lieven Bervoets et Sara Geenen montrent par exemple pourquoi les mineurs artisanaux continuent d'utiliser du mercure pour extraire l'or, malgré ses effets négatifs avérés sur l'environnement et la santé⁸⁰. Ils mettent l'accent sur l'attrait des avantages économiques à court terme par rapport aux avantages sanitaires et environnementaux de long terme qui pourraient résulter de l'abandon de l'utilisation du mercure. D'autres chercheurs ont montré comment la volonté de garantir des « minerais sans conflit » et des « solutions vertes », en particulier s'agissant du cobalt, minerai essentiel à la transition écologique, pourrait paradoxalement engendrer plus de dislocations sociales et de pollutions mortelles⁸¹. Le « fossé de la décarbonisation » qui en résulte, permettant à l'Europe et aux États-Unis de décarboner et d'assurer la transition verte en recourant au cobalt et au cuivre du Congo tout en occasionnant, pour les communautés minières du Katanga et du Kivu, d'importantes pollutions, témoigne des effets pernicieux et durables du « colonialisme toxique⁸² ». C'est ici une caractéristique de ce que Théodore Trefon a nommé « le paradoxe environnemental du Congo » : alors que le pays possède de nombreuses ressources nécessaires à l'économie mondialisée, il semble pris au piège d'une « malédiction des

⁷⁴ Peša Iva (2021), « Between Waste and Profit : Environmental Values on the Central African Copperbelt », *The Extractive Industries and Society*, 8(4), pp. 1-8.

⁷⁵ Lubaba Nkulu Banza Célestin *et al.* (2009), « High Human Exposure to Cobalt and Other Metals in Katanga, a Mining Area of the Democratic Republic of Congo », *Environmental Research*, 109(6), pp. 745-752.

⁷⁶ Mushagalusa Balasha Arsene et Peša Iva (2023), « “They Polluted Our Cropfields and Our Rivers, They Killed Us” : Farmers' Complaints about Mining Pollution in the Katangese Copperbelt », *Heliyon*, 9(4), pp. 1-14 ; Marijsse Simon et Munga Mwisha Thierry (2022), « Taming Air and Water : The Fight against *Shimoke* in Artisanal and Small-Scale Gold Mining in South Kivu », *The Extractive Industries and Society*, 12, pp. 1-12.

⁷⁷ Cheyns Karlien *et al.* (2014), « Pathways of Human Exposure to Cobalt in Katanga, a Mining Area of the D.R. Congo », *The Science of the Total Environment*, 15(490), pp. 313-321.

⁷⁸ Useni Sikuzani Yannick *et al.* (2017), « Le rayon de déforestation autour de la ville de Lubumbashi (Haut-Katanga, R.D. Congo) », *Tropicultura*, 35(3), pp. 215-221.

⁷⁹ Katz-Lavigne Sarah (2020), « “Qui ne risque rien, n'a rien” : Conflict, Distributional Outcomes, and Property Rights in the Copper- and Cobalt-Mining Sector of the DRC », thèse de doctorat, Université de Groningue ; Makori Timothy (2017), « Mobilizing the Past : *Creuseurs*, Precarity and the Colonizing Structure in the Congo Copperbelt », *Africa*, 87(4), pp. 780-805.

⁸⁰ Nkuba Bossissi, Bervoets Lieven et Geenen Sara (2019), « Invisible and Ignored ? Local Perspectives on Mercury in Congolese Gold Mining », *Journal of Cleaner Production*, 221, pp. 795-804.

⁸¹ Radley Ben et Vogel Christoph (2015), « Fighting Windmills in Eastern Congo ? The Ambiguous Impact of the “Conflict Minerals” Movement », *The Extractive Industries and Society*, 2(3), pp. 406-410.

⁸² Sovacool Benjamin K. *et al.* (2020), « The Decarbonisation Divide : Contextualizing Landscapes of Low-Carbon Exploitation and Toxicity in Africa », *Global Environmental Change*, 60, pp. 1-19.

ressources » qui altère ses environnements⁸³. La gouvernance prudente des ressources naturelles et l'adhésion aux normes environnementales internationales font partie des préconisations susceptibles d'inverser ce cercle vicieux.

Qu'apporte l'histoire environnementale à de telles perspectives interdisciplinaires ? Premièrement, les historiens et historiennes de l'environnement interrogent les chronologies et le concept même de « développement ». Alors que les perspectives d'économie politique mettent l'accent sur la croissance et la décroissance économiques ou les changements de régime comme tournants centraux dans l'histoire des industries extractives du Congo, les historiens et historiennes de l'environnement tendent à proposer des chronologies alternatives. Plutôt que d'épouser étroitement les tournants usuels du colonialisme et de la décolonisation, ou de la démocratisation post-régime mobutiste, l'histoire environnementale met l'accent sur la nature graduelle et progressive de « violences lentes⁸⁴ ». Les héritages toxiques, qui se sont constamment intensifiés depuis les prémises de l'extraction industrialisée des ressources sous le régime colonial, ne peuvent être infléchis par de simples décisions politiques. En dépit des discours sur l'« exploitation minière durable » et de l'adhésion aux normes internationales telles que les quotas d'émissions et les évaluations d'impact environnemental, les effets délétères de l'extraction des ressources se sont aggravés au ^{xxi}^e siècle. Deuxièmement, s'agissant des questions de temporalité, l'attention portée aux changements environnementaux amène à envisager d'autres chronologies que celles articulées autour du développement. Alors que les récits historiques sont souvent structurés autour de la longue période de déclin économique qui a suivi l'effondrement des prix du cuivre à la fin des années 1970, et de la reprise naissante depuis la remontée des prix du cuivre en 2004, qui a attiré des investissements multinationaux, en particulier chinois, l'histoire environnementale brosse un tableau différent⁸⁵. Des travaux d'histoire de l'agriculture urbaine, notamment ceux d'Alex Nyumbaiza Tambwe, décrivent minutieusement comment les résidents urbains de la Copperbelt gagnent leur vie en cultivant des produits agricoles⁸⁶. La commercialisation de légumes a permis aux ménages de surmonter la crise économique des années 1990 et a rendu possibles des formes d'urbanisme indépendantes de l'exploitation minière⁸⁷, ce qui suggère qu'il existe des formes de développement au-delà de l'emploi salarié et que les évolutions historiques ne doivent pas être simplement mesurées en fonction des cycles de croissance-décroissance de l'exploitation minière, même dans les « communautés minières » par excellence.

Remarques finales

Il existe un large consensus historique sur le fait que le colonialisme a « accéléré le processus de transformation » des environnements africains⁸⁸. À partir du ^{xv}^e siècle, le développement de réseaux commerciaux transcontinentaux accélère fortement le rythme des transformations environnementales. Puis, à l'époque coloniale, la nature et les incidences de l'extraction des ressources sont telles que l'ère marque un tournant⁸⁹. En connectant d'anciennes études rurales et des travaux plus récents d'histoire environnementale, en s'appuyant sur les apports critiques de l'écologie politique et en lisant entre les lignes des études du développement, en mobilisant des apports interdisciplinaires mais en abordant les travaux des sciences de la vie comme des produits historiquement situés et les paradigmes scientifiques et conservationnistes dominants comme des produits historiques (coloniaux), cet article témoigne de ce que des récits d'histoire socio-environnementale et plus-qu'humaine du Congo peuvent contribuer à faire lumière sur l'entrelacement des risques économiques, environnementaux et sanitaires associés aux schèmes d'exploitation des ressources et aux inégalités raciales, sociales, de genre, liées à l'âge et intergénérationnelles, conduisant à de profondes asymétries. De telles formes d'injustice environnementale opèrent au sein de jeux d'échelle complexes, du local au global, en raison du caractère multiscale de la marchandisation des ressources du Congo, comme en témoignent les réseaux de commercialisation des produits agricoles, fauniques et miniers, tous largement orientés vers

⁸³ Trefon T., *Congo's Environmental Paradox...*, *op. cit.*

⁸⁴ Nixon Rob (2011), *Slow Violence and the Environmentalism of the Poor*, Cambridge, Harvard University Press.

⁸⁵ Rubbers Benjamin (dir.) (2021), *Inside Mining Capitalism : The Micropolitics of Work on the Zambian and Congolese Copperbelts*, Suffolk, James Currey.

⁸⁶ Nyumbaiza Tambwe Alex, Rudolph Michael et Greenstein Ran (2011), « "Instead of Begging, I Farm to Feed my Children" : Urban Agriculture – An Alternative to Copper and Cobalt in Lubumbashi », *Africa*, 81(3), pp. 391-412.

⁸⁷ Peša Iva (2020), « Crops and Copper : Agriculture and Urbanism on the Central African Copperbelt, 1950-2000 », *Journal of Southern African Studies*, 46(3), pp. 527-545.

⁸⁸ Shanghyia M. S., « Colonialism and the African Environment », art. cit., p. 45.

⁸⁹ Ross C., *Ecology and Power...*, *op. cit.*

l'exportation. Les catégories analytiques nécessaires à l'appréhension des inégalités socio-environnementales associées ne peuvent reposer uniquement sur les dichotomies traditionnelles entre régimes précoloniaux/coloniaux/nationaux, colonisateurs et colonisés, gouvernants et gouvernés, local et global, Nord et Sud, ou encore sur l'opposition entre « bien-être de la nature » et « bien-être des populations humaines⁹⁰ ». Ces catégories doivent être affinées pour inclure des schémas complexes de conflit et de collaboration (par exemple entre paysans, chefs et autorités coloniales/postcoloniales) et pour appréhender plus finement les usages environnementaux, par exemple en distinguant braconnage de subsistance et braconnage dominé par des élites économiques, utilisations durables et prédatrices des ressources et programmes invasifs de conservation de la faune, développant de nouvelles formes d'appropriation, et politiques de protection marquées par la déprise⁹¹. De telles perspectives d'histoire socio-environnementale plus-qu'humaine peuvent contribuer à démontrer l'imbrication des relations entre inégalités sociales et inégalités environnementales et entre inégalités socio-environnementales et destruction environnementales⁹².

Deuxièmement, alors que de nombreux récits de sciences humaines et sociales sont centrés sur les acteurs humains, les travaux historiques intégrant les non-humains comme acteurs et agents du monde social permettent de mieux appréhender la nature, les incidences et les héritages historiques des politiques humaines⁹³. Les récits d'histoire plus-qu'humaine forment de précieux adjuvants pour déconstruire plutôt que reproduire les discours coloniaux sur les politiques de protection et de développement et pour contextualiser et réexaminer des paradigmes historiquement contingents mais devenus dominants depuis l'ère coloniale et qui, par conséquent, ont influencé le cadre conceptuel de nombreux travaux académiques. Ainsi, depuis l'ère coloniale, les discours sur la productivité et la durabilité sont souvent imprégnés d'idéologies techno-scientifiques et développementalistes *top-down*⁹⁴. Dans le domaine de la conservation, la protection de taxons et d'enclaves réservées domine, marginalisant d'autres options telles que la protection des animaux en tant qu'êtres sentients et la protection de paysages socio-environnementaux. L'attention portée aux acteurs et agents historiques non-humains permet donc d'explorer d'autres options historiques et régimes de connaissance, notamment en accordant plus d'attention aux connaissances vernaculaires – un aspect qu'il convient de développer davantage.

Ceci nous amène à un troisième point. Plusieurs études examinées dans cet article encouragent l'exploration approfondie de voies historiques marginalisées, comme l'agriculture paysanne, l'agriculture urbaine, ou des politiques populaires de protection de la faune. En s'intéressant à des acteurs démographiquement dominants mais politiquement marginalisés, comme les petits agriculteurs (hommes et femmes), les riverains des régions minières, et ceux des aires protégées, plusieurs travaux mettent en lumière la manière dont les schémas productivistes et développementalistes ont tenté de marginaliser les savoirs ruraux dans le cadre de politiques de contrôle de la terre et du travail, tout en ne pouvant éviter de s'appuyer sur les compétences et l'expertise de chasseurs, paysans et travailleurs ruraux⁹⁵. Ces travaux témoignent de la résilience de ces acteurs historiques, dont le rôle mérite plus d'attention académique.

En outre, déconstruire les paradigmes dominants du « développement » et des politiques de conservation nécessite également de reconnecter des domaines d'intervention que les politiques (post)coloniales, et des travaux académiques à leur suite, ont compartimentés⁹⁶. Par exemple, cet article a souligné que l'exclusion des communautés rurales de l'accès à la terre et aux ressources naturelles dans certaines régions de l'est et du sud du Congo résulte de processus historiques coloniaux et postcoloniaux d'accaparement des terres liés conjointement aux programmes de conservation et aux politiques d'exploitation agricole et économique. La focale locale et régionale permet de mieux comprendre comment des politiques cloisonnées mais

⁹⁰ Nygren A., « Eco-imperialism », art. cit.

⁹¹ Likaka O., *Rural Society and Cotton...*, op. cit. ; Titeca Kristof et al. (2020), « Conservation as a Social Contract in a Violent Frontier : The Case of (Anti-)Poaching in Garamba National Park, Eastern DR Congo », *Political Geography*, 78, pp. 1-9 ; Marijn E., « Lakes as Rebellious Landscapes », art. cit. ; Pouillard V., *Histoire des zoos par les animaux...*, op. cit.

⁹² Massard-Gilbaud R. et Rodger R. (dir.), *Environmental and Social Justice...*, op. cit.

⁹³ Swart S., « Writing Animals... », art. cit. ; O'Gorman Emily et Gaynor Andrea (2020), « More-Than-Human Histories », *Environmental History*, 25(4), pp. 711-735.

⁹⁴ Peša Iva (2022), « Mining, Waste and Environmental Thought on the Central African Copperbelt, 1950-2000 », *Environment and History*, 28(2), pp. 259-284.

⁹⁵ Voir le numéro spécial édité par Twagira Laura Ann (2020), « Introduction : Africanizing the History of Technology », *Technology and Culture*, 61(2 Supplement), 1-19.

⁹⁶ Voir par exemple Neumann Roderick P. (2015), « Nature Conservation », in T. Perreault, G. Bridge et J. Mc Carthy (dir.), *The Routledge Handbook of Political Ecology*, Londres, Routledge, pp. 391-405.

connectées se renforcent mutuellement en augmentant la concurrence et les conflits pour l'accès à la terre et aux ressources naturelles.

Il reste beaucoup à explorer au moyen d'histoires socio-environnementales régionales, et cette contribution n'a abordé que quelques thèmes d'un champ de recherche riche et en expansion qui examine les intersections entre environnements et sociétés au Congo. D'autres thèmes importants incluent la gestion forestière et végétale, la botanique et les transferts de plantes⁹⁷, la pêche⁹⁸, l'élevage⁹⁹, les écologies urbaines, la gestion des ressources en eau, ou la gouvernance sanitaire¹⁰⁰. Appréhender ces histoires entremêlées requiert aussi de favoriser des collaborations interdisciplinaires critiques au sein des sciences humaines et sociales, et entre ces dernières et les sciences de la vie, alors que l'histoire environnementale est marquée par des enchevêtrements entre dynamiques passées et présentes, échelles locale à globale, acteurs humains et non-humains. Enfin, l'histoire environnementale du Congo s'est largement concentrée sur l'ère coloniale, et cet article a abordé les modes de gestion environnementale post-coloniaux en s'appuyant principalement sur les travaux de chercheurs et chercheuses non-historiens mais mobilisant des analyses historiques. Des recherches sur les époques pré- et postcoloniales permettraient d'apporter des éclairages complémentaires sur les modes d'exploitation transculturels centraux dans les régimes coloniaux et postcoloniaux, ainsi que d'affiner les analyses sur l'époque coloniale en tant que tournant socio-environnemental¹⁰¹.

Violette Pouillard, chargée de recherche CNRS (LARHRA, UMR 5190), visiting professor Ghent University
Iva Peša, professeure, Université de Groningue

Bibliographie

- ARZEL Lancelot (2014), « À la guerre comme à la chasse ? Une anthropologie historique de la violence coloniale dans l'État indépendant du Congo (1885-1908) », in C. LANNEAU, P.-L. PLASMAN et P. VAN SCHUYLENBERGH (dir.), *L'Afrique belge aux XIX^e et XX^e siècles. Nouvelles recherches et perspectives en histoire coloniale*, Bruxelles, Peter Lang, pp. 145-159.
- BEINART William (2000), « African History and Environmental History », *African Affairs*, 99(395), pp. 269-302.
- BEINART William, BROWN Karen et GILFOYLE Daniel (2009), « Experts and Expertise in Colonial Africa Reconsidered: Science and the Interpenetration of Knowledge », *African Affairs*, 108(432), pp. 413-433.
- BLANC Guillaume (2020), *L'Invention du colonialisme vert. Pour en finir avec le mythe de l'Éden africain*, Paris, Flammarion.
- BOSTOEN Koen (2018), « The Bantu Expansion », *Oxford Research Encyclopedia of African History*. En ligne, consulté le 28 octobre 2024. URL : <https://doi.org/10.1093/acrefore/9780190277734.013.191>.
- CHEYNS Karlien *et al.* (2014), « Pathways of Human Exposure to Cobalt in Katanga, a Mining Area of the D.R. Congo », *The Science of the Total Environment*, 15(490), pp. 313-321.
- CLARENCE-SMITH William G., « Rubber cultivation in Indonesia and the Congo from the 1910s to the 1950s. Divergent paths », in E. FRANKEMA et F. BUELENS (dir.), *Colonial Exploitation and Economic Development. The Belgian Congo and the Netherland Indies Compared*, Londres/New York, Routledge, pp. 193-210.

⁹⁷ Voir les travaux de Denis Diagre.

⁹⁸ Voir Van Schuylenbergh Patricia (2022), « Pisciculture in the Belgian Congo. Sustainable Development *Avant la Lettre* ? » *BMGN – Low Countries Historical Review*, 137(4), pp. 65-86.

⁹⁹ Voir les travaux de Samuel Cöghe, ainsi que son projet de recherche ERC *CATTLEFRONTIERS, (Post)Colonial Cattle Frontiers : Capitalism, Science and Empire in Southern and Central Africa, 1890s-1970s*.

¹⁰⁰ Voir Lyons Maryinez (2010), *The Colonial Disease. A Social History of Sleeping Sickness in Northern Zaire, 1900-1940*, Cambridge, Cambridge University Press.

¹⁰¹ Voir toutefois les travaux de Jan Vansina.

- CLEMENT Piet (2013), « The land tenure system in the Congo, 1885-1960. Actors, motivations, and consequences », in E. FRANKEMA et F. BUELENS (dir.), *Colonial Exploitation and Economic Development. The Belgian Congo and the Netherland Indies Compared*, Londres/New York, Routledge, pp. 88-108.
- CLEMENT Piet (2014), « Rural Development in the Belgian Congo. The Late-colonial “Indigenous Peasantry” Programme and its Implementation in the Equateur District (1950s) », *Bulletin des Séances de l'Académie royale des Sciences d'Outre-Mer*, 60(2), pp. 251-286.
- COOPER Frederick (1994), « Conflict and Connection : Rethinking Colonial African History », *The American Historical Review*, 99(5), pp. 1516-1545.
- CORNET Jules (1916), *Bibliographie géologique du bassin du Congo*, Liège, H. Vaillant-Carmanne.
- DAVIS Diana K. (2015), « Historical Approaches to Political Ecology », in T. PERREAULT, G. BRIDGE et J. MCCARTHY (dir.), *The Routledge Handbook of Political Ecology*, Oxon/New York, Routledge, pp. 263-275.
- DE BONT Raf (2021), *Nature's Diplomats : Science, Internationalism, and Preservation, 1920-1960*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press.
- DE KEYZER Maïka (dir.) (2023), *Tot de bodem. De toekomst van landbouw in Vlaanderen*, Leuven, Leuven University Press.
- DE LUNA Kathryn M. (2016), *Collecting Food, Cultivating People : Subsistence and Society in Central Africa*, Yale University Press.
- EXENBERGER Andreas et HARTMANN Simon (2013), « Extractive Institutions in the Congo. Checks and Balances in the *longue durée* », in E. FRANKEMA et F. BUELENS (dir.), *Colonial Exploitation and Economic Development. The Belgian Congo and the Netherland Indies Compared*, Londres/New York, Routledge, pp. 18-40.
- FAIRHEAD James (2005), « Transnational Dimensions to Environmental Resource Dynamics. Modes of Governance and Local Resource Management in Eastern DRC », in Q. GAUSSET, M. A. WHYTE et T. BIRCH-THOMSEN (dir.), *Beyond Territory and Scarcity : Exploring Conflicts Over Natural Resource Management*, Uppsala, Nordiska Afrikainstitutet, pp. 195-215.
- GILES-VERNICK Tamara (2002), *Cutting the Vines of the Past. Environmental Histories of the Central African Rain Forest*, Charlottesville, The University Press of Virginia.
- GISSIBL Bernhard (2016), *The Nature of German Imperialism : Conservation and the Politics of Wildlife in Colonial East Africa*, New York, Berghahn Books.
- GISSIBL Bernhard, HÖHLER Sabine and KUPPER Patrick (2012), « Introduction. Towards a Global History of National Parks », in B. GISSIBL, S. HÖHLER et P. KUPPER (dir.), *Civilizing Nature. National Parks in Global Historical Perspective*, New York/Oxford, Berghahn, pp. 1-27.
- GROLLEMUND Rebecca *et al.* (2015), « Bantu Expansion Shows that Habitat Alters the Route and Pace of Human Dispersals », *PNAS*, 112(43), pp. 13296-13301.
- HARMS Robert (1975), « The End of Red Rubber : A Reassessment », *The Journal of African History*, 16(1), pp. 73-88.
- HARMS Robert W. (1981), *River of Wealth, River of Sorrow : The Central Zaire Basin in the Era of the Slave and Ivory Trade*, New Haven, Yale University Press.
- HARMS Robert W. (2019), *Land of Tears. The Exploration and Exploitation of Equatorial Africa*, New York, Basic Books.
- HARRISON Ian J., BRUMMETT Randall et STIASSNY Melanie L.J. (2018), « Congo River Basin », in C. M. FINLAYSON *et al.* (dir.), *The Wetland Book II : Distribution, Description, and Conservation*, Dordrecht, Springer, pp. 1199-1216.
- HENRIET Benoît (2021), *Colonial Impotence. Virtue and Violence in a Congolese Concession (1911-1940)*, Berlin/Boston, De Gruyter.
- JACOBS Nancy (2006), « The Intimate Politics of Ornithology in Colonial Africa », *Comparative Studies in Society and History*, 48(3), pp. 564-603.

- JEWISIEWICKI Bogumil (1979), « Introduction », *African Economic History*, 7, pp. 2-8.
- JEWISIEWICKI Bogumil (1982), « Rural Society and the Belgian Colonial Economy », in D. Birmingham and P. Martin (dir.), *History of Central Africa*, 2, New York, Longman, pp. 95-125.
- JEWISIEWICKI Bogumil (1983), *Modernisation ou destruction du village africain : l'économie politique de la « modernisation agricole » au Congo Belge*, Bruxelles, CEDAF.
- KATZ-LAVIGNE Sarah (2020), « “Qui ne risque rien, n’a rien” : Conflict, Distributional Outcomes, and Property Rights in the Copper- and Cobalt-Mining Sector of the DRC », thèse de doctorat, Université de Groningue.
- KLIEMAN Kairn A. (2003), *“The Pygmies Were our Compass”. Bantu and Batwa in the History of West Central Africa, Early Times to c. 1900 C.E.*, Portsmouth, Heinemann.
- LARMER Miles *et al.* (dir.) (2021), *Across the Copperbelt : Urban & Social Change in Central Africa’s Borderland Communities*, Oxford, James Currey.
- LIKAKA Osumaka (1994), « Rural Protest : The Mbole against Belgian Rule », *The International Journal of African Historical Studies*, 27 (3), pp. 589-617.
- LIKAKA Osumaka (1997), *Rural Society and Cotton in Colonial Zaire*, Madison, The University of Wisconsin Press.
- LUBABA NKULU BANZA Célestin *et al.* (2009), « High Human Exposure to Cobalt and Other Metals in Katanga, a Mining Area of the Democratic Republic of Congo », *Environmental Research*, 109(6), pp. 745-752.
- LYONS Maryinez (2010), *The Colonial Disease. A Social History of Sleeping Sickness in Northern Zaire, 1900-1940*, Cambridge, Cambridge University Press.
- MACOLA Giacomo et HOGAN Jack (2020), « Guerrilla Warfare in Katanga : The Sanga Rebellion of the 1890s and Its Suppression », in M. LAWRENCE (dir.), *Insurgency and Counterinsurgency in the Nineteenth Century. A Global History*, Londres, Routledge, pp. 872-894.
- MAKORI Timothy (2017), « Mobilizing the Past : *Creuseurs*, Precarity and the Colonizing Structure in the Congo Copperbelt », *Africa*, 87(4), pp. 780-805.
- MARIJNEN Esther (2018), « Public Authority and Conservation in Areas of Armed Conflict : Virunga National Park as a “State Within a State” in Eastern Congo », *Development and Change*, 49(3), pp. 790-814.
- MARIJNEN Esther (2021), « Lakes as Rebellious Landscapes : From “Fishing Rebels” to “Fishy State Officials” in DR Congo », *Geoforum*, 133, pp. 208-216.
- MARIJNEN Esther et VERWEIJEN Judith (2016), « Selling Green Militarization : The Discursive (Re)Production of Militarized Conservation in the Virunga National Park, Democratic Republic of the Congo », *Geoforum*, 75, pp. 274-285.
- MARIJSSE Simon et MUNGA MWISHA Thierry (2022), « Taming Air and Water : The Fight against *Shimoke* in Artisanal and Small-Scale Gold Mining in South Kivu », *The Extractive Industries and Society*, 12, pp. 1-12.
- MASSARD-GILBAUD Geneviève et RODGER Richard (dir.) (2011), *Environmental and Social Justice in the City : Historical Perspectives*, Cambridge, The White Horse Press.
- MATHYS Gillian (2014), « People on the Move : Frontiers, Borders, Mobility and History in the Lake Kivu Region 19th-20th Century », thèse de doctorat, Ghent University.
- MENGESHA Wemo (2001), *Le Transfert du savoir agricole au Congo-Zaïre*, Paris, L’Harmattan.
- MOKILI DANGA KASSA Jeannôt (1998), *Politiques agricoles et promotion rurale au Congo-Zaïre (1885-1997)*, Paris, L’Harmattan.
- MUSHAGALUSA BALASHA Arsene et PEŠA Iva (2023), « “They Polluted Our Cropfields and Our Rivers, They Killed Us” : Farmers’ Complaints about Mining Pollution in the Katangese Copperbelt », *Heliyon*, 9(4), pp. 1-14.

- NELSON Samuel H. (1994), *Colonialism in the Congo Basin. 1880-1940*, Athens, Ohio University Center for International Studies.
- NEUMANN Roderick P. (2002), *Imposing Wilderness : Struggles over Livelihood and Nature Preservation in Africa*, Los Angeles, University of California Press.
- NEUMANN Roderick P. (2015), « Nature Conservation », in T. Perreault, G. Bridge et J. Mc Carthy (dir.), *The Routledge Handbook of Political Ecology*, Londres, Routledge, pp. 391-405.
- NGBWAPKWA Te Mobusa (1993), « L'exploitation du caoutchouc par l'État indépendant du Congo dans le territoire de Banzyville, district de l'Ubangui (1900-1908) », *Civilisations*, 41 (93), pp. 291-306.
- NIKIS Nicolas et LIVINGSTONE SMITH Alexandre (2017), « Copper, Trade and Politics : Exchange Networks in Southern Central Africa in the 2nd Millennium CE », *Journal of Southern African History*, 43(5), pp. 895-911.
- NIXON Rob (2011), *Slow Violence and the Environmentalism of the Poor*, Cambridge, Harvard University Press.
- NKUBA Bossissi, BERVOETS Lieven et GEENEN Sara (2019), « Invisible and Ignored ? Local Perspectives on Mercury in Congolese Gold Mining », *Journal of Cleaner Production*, 221, pp. 795-804.
- NYGREN Anja (2013), « Eco-Imperialism and Environmental Justice », in S. LOCKIE, D. A. SONNENFELD et D. R. FISCHER (dir.), *Routledge International Handbook of Social and Environmental Change*, Londres, Routledge, pp. 58-69.
- NYUMBAIZA TAMBWE Alex, RUDOLPH Michael et GREENSTEIN Ran (2011), « “Instead of Begging, I Farm to Feed my Children” : Urban Agriculture – An Alternative to Copper and Cobalt in Lubumbashi », *Africa*, 81(3), pp. 391-412.
- NZABANDORA NDI MUBANZI Joseph (2003), « Histoire de conserver. Évolution des relations socio-économiques et ethnoécologiques entre les parcs nationaux du Kivu et les populations avoisinantes (RD Congo) », thèse de doctorat, Université Libre de Bruxelles.
- O'GORMAN Emily et GAYNOR Andrea (2020), « More-Than-Human Histories », *Environmental History*, 25(4), pp. 711-735.
- PEEMANS Jean-Philippe (2014), « Land Grabbing and Development History : The Congolese (RDC) Experience », in A. ANSOMS et T. HILHORST (dir.), *Losing Your Land : Dispossession in the Great Lakes*, Oxford, James Currey, pp. 11-35.
- PEEMANS Jean-Philippe (2016), « La question de la place du monde paysan dans le développement rural en RDC : une perspective historique de longue période », *Cahiers africains, Conjonctures congolaises 2015*, 87, pp. 115-146.
- PEŠA Iva (2020), « Crops and Copper : Agriculture and Urbanism on the Central African Copperbelt, 1950-2000 », *Journal of Southern African Studies*, 46(3), pp. 527-545.
- PEŠA Iva (2021), « Between Waste and Profit : Environmental Values on the Central African Copperbelt », *The Extractive Industries and Society*, 8(4), pp. 1-8.
- PEŠA Iva (2022), « Mining, Waste and Environmental Thought on the Central African Copperbelt, 1950-2000 », *Environment and History*, 28(2), pp. 259-284.
- POUILLARD Violette (2016), « Conservation et captures animales au Congo belge (1908-1960). Vers une histoire de la matérialité des politiques de gestion de la faune », *Revue historique*, 679, pp. 577-604.
- POUILLARD Violette (2019), *Histoire des zoos par les animaux. Impérialisme, contrôle, conservation*, Ceyzérieu, Champ Vallon.
- POUILLARD Violette (2023), « L'empreinte socio-environnementale des collections naturalistes : politiques coloniales de conservation et ponctions animales, Congo, vers 1900-1960 », in S. VAN BEURDEN, D. GONDOLA et A. LACAILLE (dir.), *(Re)Making Collections. Origins, Trajectories & Reconnections*, Tervueren, MRAC, pp. 217-226.

- RADLEY Ben et VOGEL Christoph (2015), « Fighting Windmills in Eastern Congo ? The Ambiguous Impact of the “Conflict Minerals” Movement », *The Extractive Industries and Society*, 2(3), pp. 406-410.
- ROSS Corey (2017), *Ecology and Power in the Age of Empire : Europe and the Transformation of the Tropical World*, Oxford, Oxford University Press.
- RUBBERS Benjamin (dir.) (2021), *Inside Mining Capitalism : The Micropolitics of Work on the Zambian and Congolese Copperbelts*, Suffolk, James Currey.
- SHANGUHYIA Martin S. (2018), « Colonialism and the African Environment », in M. S. SHANGUHYIA et T. FALOLA (dir.), *The Palgrave Handbook of African Colonial and Postcolonial History*, New York, Palgrave Macmillan, pp. 43-80.
- SHERIF Abdul (1987), *Slaves, Spices & Ivory in Zanzibar*, Oxford, James Currey.
- SOVACOOOL Benjamin K. *et al.* (2020), « The Decarbonisation Divide : Contextualizing Landscapes of Low-Carbon Exploitation and Toxicity in Africa », *Global Environmental Change*, 60, pp. 1-19.
- STEINHART Edward I. (2006), *Black Poachers, White Hunters : A Social History of Hunting in Colonial Kenya*, Athens, Ohio University Press.
- SWART Sandra (2016), « Writing Animals into African History », *Critical African Studies*, 8 (2), pp. 95-108.
- TITECA Kristof *et al.* (2020), « Conservation as a Social Contract in a Violent Frontier : The Case of (Anti-) Poaching in Garamba National Park, Eastern DR Congo », *Political Geography*, 78, pp. 1-9.
- TREFON Theodore (2016), *Congo's Environmental Paradox : Potential and Predation in a Land of Plenty*, Londres, Zed Books.
- TROGISCH Lisa et FLETCHER Robert (2022), « Fortress tourism : exploring dynamics of tourism, security and peace around the Virunga transboundary conservation area », *Journal of Sustainable Tourism*, 30 (2-3), pp. 352-371.
- TWAGIRA Laura Ann (2020), « Introduction : Africanizing the History of Technology », *Technology and Culture*, 61(2 Supplement), pp. 1-19.
- USENI SIKUZANI Yannick *et al.* (2017), « Le rayon de déforestation autour de la ville de Lubumbashi (Haut-Katanga, R.D. Congo) », *Tropicultura*, 35(3), pp. 215-221.
- VAN ACKER Frank (2005), « Where Did All the Land Go ? Enclosure & Social Struggle in Kivu (D.R. Congo) », *Review of African Political Economy*, 32(103), pp. 79-98.
- VAN LEEUWEN Mathijs *et al.* (2022), « From Resolving Land Disputes to Agrarian Justice – Dealing with the Structural Crisis of Plantation Agriculture in Eastern DR Congo », *Journal of Peasant Studies*, 49(2), pp. 309-334.
- VAN MELKEBEKE Sven (2020), *Dissimilar Coffee Frontiers : Mobilizing Labor and Land in the Lake Kivu Region, Congo and Rwanda (1918-1960/62)*, Leiden, Brill.
- VAN SCHUYLENBERGH Patricia (2009), « Congo Nature Factory. Wetenschappelijke netwerken en voorbeelden van Belgisch-Nederlandse uitwisselingen (1885-1940) », *Jaarboek voor Ecologische Geschiedenis*, pp. 79-104.
- VAN SCHUYLENBERGH Patricia (2009), « Entre délinquance et résistance au Congo belge : l'interprétation coloniale du braconnage », *Afrique & Histoire*, 7(1), pp. 25-48.
- VAN SCHUYLENBERGH Patricia (2020), *Faune sauvage et colonisation. Une histoire de destruction et de protection de la nature congolaise (1885-1960)*, Bruxelles, Peter Lang.
- VAN SCHUYLENBERGH Patricia (2022), « Pisciculture in the Belgian Congo. Sustainable Development *Avant la Lettre* ? » *BMGN – Low Countries Historical Review*, 137(4), pp. 65-86.
- VANGROENWEGHE Daniel (2010 [1986]), *Du sang sur les lianes. Léopold II et son Congo*, Brussels, Aden.
- VANSINA Jan (1990), *Paths in the Rainforests : Toward a History of Political Tradition in Equatorial Africa*, Madison, The University of Wisconsin Press.

VANSINA Jan (2004), *How Societies Are Born : Governance in West Central Africa Before 1600*, Charlottesville, University of Virginia Press.

VEKEMANS Charlotte et SEGERS Yves (2020), « Settler farming, agricultural colonisation and development in Katanga (Belgian Congo), 1910-1920 », *Historia Agraria*, 81, pp. 195-226.